



DECLARATION INTERSYNDICALE du 22 janvier 2021

DECLARATION CFDT, CFE-CGC, FO, SUD

Réunis depuis trois jours et demi dans cette salle, les élus du CSEC ont écouté les différents intervenants qui nous ont présenté les macro-leviers, domaine par domaine, que l'entreprise se propose de mettre en œuvre pour déployer son plan social à travers son plan de compétitivité et du programme Simply et justifier les suppressions de postes.

Ces présentations très génériques et générales ne nous ont pas éclairés quant au déploiement de ces leviers pour la France.

Certes, ce n'était pas le but de l'exercice pour la direction de l'entreprise car, nous dit-on, les « streams » ont raisonné au niveau Monde et n'ont pas pris en compte le volet pays. Cependant, le CSEC a pour fonction de représenter les salariés Français et de leur apporter des réponses concrètes par rapport à leurs interrogations.

Il nous paraît impossible de croire que ce raisonnement ne se soit pas appuyé sur des analyses chiffrées.

Nous regrettons que plus de trois jours dédiés à ce projet ambitieux -qui inquiète de très nombreux salariés- ne nous aient pas permis d'être mieux préparés aux négociations à venir pour la France. Comme cela a été dit à plusieurs reprises, parfois sous forme de boutade, mais dans le fond c'est une demande très sérieuse et structurante : les élus veulent **des données concrètes et chiffrées**.

Il aurait été beaucoup plus judicieux de présenter les macro-leviers ET aussi les principes -y compris chiffrés- qu'il faut en attendre pour leur déclinaison en France. Nous sortons de ce « marathon » déçus et frustrés ; nous sommes préoccupés par la vision qu'a l'entreprise cette co-construction, qu'elle appelle de ses vœux...

Celle-ci ne peut pas partir d'une feuille blanche et l'entreprise a tous les éléments en main pour partager en toute transparence ses hypothèses de départ.

Et que dire des informations sur les usines ...pas de chiffres ... pas d'ambition claire par sites... et pourtant plus de 1200 suppressions d'emplois prévues traitées en ½ journée d'explication... Ce n'est pas respectueux pour les salariés que leurs représentants n'aient pas une information à la hauteur de l'enjeu. Demain ce sont des salariés qui quitteront leur emploi, mais, avec ce peu d'information, ils risquent de ne pas comprendre pourquoi, si ce n'est qu'ils coûtaient TROP CHER ?

Nous sommes toujours en attente de garanties pour les salariés qui vont rester, sur la charge de travail, sur leurs conditions de travail et leur perspective d'avenir.

Il nous manque des informations et malgré trois jours et demi d'avalanche de données, il nous manque finalement l'essentiel. C'est pourquoi nous (CFDT , CFE-CGC, FO et SUD) voterons « Contre » le projet de l'entreprise et mettons l'entreprise devant ses responsabilités en espérant que ce qui n'a malheureusement pas été fait en amont le soit lors des groupes de travail.

Enfin, nous rappelons les engagements demandés par l'intersyndicale (CFDT, CFE-CGC, CGT, FO, SUD) dans le cadre de l'ouverture de la négociation de l'accord cadre et de la co-construction :

- Que les groupes de co-construction soient vraiment des groupes représentant le corps social des sites,
- Que le projet du plan exclue toute fermeture de site et d'activité,
- Que nous ayons des validations régulières des sites via un contrat local d'engagement explicité devant les Instances Représentatives du Personnel locales et centrales. Que les IRP ne se résument pas à une simple chambre d'enregistrement,
- Que nous puissions mettre en avant des solutions innovantes créatrices d'emplois internes et de valeur,
- Que nous ayons une négociation ambitieuse pour les salariés restant en termes de charge de travail, de formation aboutie, de salaire (actuellement inférieur au marché), de qualité de vie et une garantie d'avoir des postes pérennes au lieu de missions éphémères ou d'emplois précaires.